

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 juillet 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "relatif à la réforme des cantons judiciaires", a donné le 5 octobre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 juli 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons", heeft op 5 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Il est plus logique de modifier d'abord les dispositions du Code judiciaire et ensuite celles de son annexe.

Examen du projet

Dispositif

Chapitre premier

Il est suggéré d'intituler ce chapitre : "Modification de l'annexe au Code judiciaire".

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'indiquer les modifications encore en vigueur subies par l'article 1er de l'annexe au Code judiciaire.

La même observation vaut également pour les articles 3, 4 et 5.

L'on écrira dans le texte français : "... l'annexe au Code judiciaire ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

2. Il y a lieu de vérifier le nom des communes mentionnées dans le projet : à titre d'exemple, il convient d'écrire, à la section 3, alinéa 2, du texte français, "Greze-Doiceau" et non "Grey-Doiceau".

3. Dans un souci de concordance entre le texte français et le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les termes "entités communales" par les termes "les communes"; de même, le terme "deelgemeente" ne correspond pas au terme "commune", on peut d'ailleurs se demander s'il ne serait pas plus approprié d'utiliser les termes "ancienne commune" (voir par exemple "deelgemeente Hoboken", "commune de Hoboken", à l'alinéa 3 de la section première - Province d'Anvers).

Article 3

1. A la phrase liminaire, il est suggéré d'écrire :

"L'article 2 de la même annexe ...".

La même observation vaut également pour les articles 4 et 5.

2. Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs (p. 19), l'actuel article 2 de l'annexe au Code judiciaire ne vise pas les cas où un canton est desservi par deux juges de paix, mais, au contraire, les cas où un seul juge de paix dessert plusieurs cantons.

.../...

3. Il y a lieu d'écrire, conformément à l'exposé des motifs (p. 19) :

"Un seul juge de paix et un seul greffier en chef sont nommés pour les cantons mentionnés à l'article 1er."

Article 4

Au 4° du texte français, il y a lieu d'écrire "Overijse" et non "Overijze".

Article 5

Dans le texte français du point 13 de l'article 4 de l'annexe au Code judiciaire, il convient d'indiquer que "les cantons de Dixmude et de Furnes-Nieuport forment un arrondissement judiciaire".

Chapitre II

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre n'est pas correct. Il devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, le Roi ne sera pas habilité à modifier les règles de compétence

.../...

territoriale consacrées par le Code judiciaire; il lui appartient de déterminer les règles d'organisation et de fonctionnement des justices de paix ayant plusieurs sièges dans un même canton.

Selon la fonctionnaire déléguée, les termes "règles de compétence territoriale" ne sont pas adéquats dès lors que les causes seront réparties entre les différents sièges de justice de paix et que l'acte introductif d'instance doit indiquer de manière précise le lieu de l'audience (article 702, 5°, du Code judiciaire).

Il convient que le législateur détermine ou habilite le Roi à déterminer, ce qu'il adviendra si le demandeur indique dans l'acte introductif d'instance, un siège qui ne correspond pas à celui déterminé par les règles d'organisation fixées par le Roi.

Article 7

Il y a lieu de mentionner que l'article 63, alinéa 1er, a été remplacé par la loi du 15 juillet 1970.

Article 8

1. Il y a lieu de mentionner que l'article 305, alinéa 1er, du Code judiciaire a été remplacé par la loi du 23 mai 1975 et modifié par les lois des 11 juillet 1994 et 17 février 1997.

.../...

2. Selon l'exposé des motifs (p. 20),

"... le juge de paix est tenu de résider au sein de son canton judiciaire, quel qu'en soit le lieu d'établissement du siège."

Le texte en projet ne prévoit cependant aucune modification en ce sens de l'article 305 du Code judiciaire qui prévoit notamment que les juges de paix peuvent résider (hors de leur canton)

"... dans un rayon de 10 kilomètres du siège de leur juridiction ou dans l'agglomération où est situé leur canton ...".

Il convient donc d'adapter le texte en projet à l'exposé des motifs.

Chapitre III

Il convient d'intégrer les dispositions transitoires du projet dans les dispositions transitoires du Code judiciaire et d'adapter la rédaction de l'intitulé du chapitre et des articles en conséquence.

Article 9

1. L'article 9 mentionne les greffiers alors que ces derniers ne sont pas visés par l'article 305 du Code judiciaire qui ne mentionne que les greffiers en chef.

.../...

2. L'on se demande quelle est l'utilité des mots "à titre personnel"; ils sont superflus et doivent être omis.

Le mot "effectivement" constitue un ajout par rapport à l'article 305 du Code judiciaire.

Dans le texte néerlandais, l'expression "bij afwijking van" n'est pas correcte. Il faudrait écrire : "in afwijking van".

3. Il ne serait pas inutile d'indiquer, comme le précise l'exposé des motifs, que l'article 9 ne s'applique qu'aux personnes en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Article 10

1. Le Conseil d'Etat constate que cette disposition ne concerne pas le greffier en chef. De l'avis de la fonctionnaire déléguée, il s'agit d'un oubli; la disposition en projet doit être complétée sur ce point.

2. In fine, l'on écrira de préférence : "... au moment de son entrée en vigueur.".

.../...

Article 12

1. Le commentaire de cette disposition prévoit qu'

"en cas de suppression de certaines justices de paix, les causes sont d'office et sans frais mises à un nouveau rôle ou inscrites dans un nouveau registre.".

Il est également fait référence aux articles 1er et 3 des dispositions transitoires accompagnant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Aux termes de ces dispositions, il est notamment prévu que :

"les juridictions supprimées resteront en fonction pour les affaires dont les débats sont en cours ou qui sont en délibéré à moins que le siège ne puisse pas demeurer composé, auquel cas il sera procédé devant la juridiction nouvelle ...".

Il serait opportun, comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, que le projet contienne une disposition similaire.

2. Au paragraphe 1er, la référence faite à l'article 4 de la loi semble inexacte.

En effet, cet article concerne les tribunaux de police et non les justices de paix.

.../...

3. Au paragraphe 2, les mots "selon le cas" sont inutiles et doivent être omis.

Article 13

1. Il convient de revoir la correspondance entre les articles et l'exposé des motifs. De manière générale, la rédaction de l'article doit être améliorée, notamment en évitant les phrases ou parties de phrases inutiles.

Exemples :

- au paragraphe 1er, les mots "aux termes de la présente loi" sont inutiles;
- le paragraphe 4 est particulièrement lourd; il en va de même du paragraphe 5 dont la rédaction doit être grandement simplifiée et améliorée.

2. Le paragraphe 2 en projet n'est pas très clair et laisse planer un doute sur la compétence territoriale des deux juges de paix.

Selon le commentaire de cette disposition et selon la fonctionnaire déléguée, ces deux magistrats restent compétents pour l'ensemble du territoire du canton, le plus ancien ayant seulement pour tâche d'organiser, conformément à l'arrêté royal prévu à l'article 61, alinéa 1er, du Code judiciaire en projet, le fonctionnement de la justice de

.../...

paix et de répartir la charge de travail avec l'autre magistrat.

En conséquence, le texte en projet doit être revu pour faire apparaître plus clairement cette intention.

La même observation vaut pour le paragraphe 3 qui concerne les juges de police et pour l'article 14, §§ 2 et 3, du projet qui est relatif au greffier en chef.

En outre, le paragraphe 2 du texte français utilise l'expression "au plus ancien" alors que le paragraphe 4 utilise les termes "celui qui possède la plus grande ancienneté de nomination". Il y a lieu d'uniformiser la terminologie afin d'éviter des difficultés d'interprétation.

3. Pour le paragraphe 4, il est renvoyé à l'observation n° 1. Les mots "ou sont répartis d'une autre manière" semblent inutiles.

4. En accord avec la fonctionnaire déléguée, il convient également de viser au paragraphe 5, alinéa 1er, en projet, l'hypothèse de cantons qui, non seulement deviennent autonomes mais aussi qui le restent.

5. Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, le paragraphe 5, alinéa 3, en projet, doit être complété pour tenir compte de la situation où un juge de paix serait en présence d'un autre titulaire.

.../...

Section IV

Dans l'intitulé français, il y a lieu d'écrire :
"... personnel du greffe".

Article 14

1. Dans l'ensemble, ces dispositions sont rédigées sur le modèle de l'article 13 du projet et appellent donc des remarques de forme similaires.

Il convient d'assurer la concordance entre l'exposé des motifs et le texte en projet.

La rédaction de l'article doit être améliorée.

2. Le paragraphe 4 en projet prévoit notamment que :

"les greffiers en chef dépourvus de fonctions sont également rattachés à ces sièges par désignation du Ministre de la Justice, sauf s'ils ont déjà opté pour un des nouveaux cantons de l'arrondissement selon l'ordre de leur nomination."

Interrogée sur le sort de ces greffiers en chef, la fonctionnaire déléguée a expliqué qu'ils seront soit rattachés aux sièges concernés, soit qu'ils pourront poser leur candidature à une fonction de greffier en chef dans un des nouveaux cantons de l'arrondissement.

.../...

Dans la première hypothèse, ils sont subordonnés par rapport au greffier en chef titulaire d'un siège et qui a la plus grande ancienneté de nomination.

En outre, au même paragraphe, deuxième phrase du texte français, il y a lieu d'écrire : "La répartition du service."

Pour la deuxième hypothèse, le Conseil d'Etat s'interroge sur la manière de la concilier avec le paragraphe 5, alinéa 3, en projet.

En vertu de cette disposition,

"lorsque deux cantons ou plus desservis par un seul greffier en chef jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont scindés conformément aux dispositions de la présente loi, de sorte que ces cantons ou des parties de ces cantons sont fusionnés avec d'autres cantons ou parties de cantons, indépendamment d'éventuels changements de ressort, ce greffier en chef devient titulaire du nouveau canton si aucun titulaire n'est disponible à cette fin."

La question qui se pose est de savoir qui aura la priorité pour une nouvelle fonction; s'agira-t-il des greffiers en chef en surnombre visés au paragraphe 4, alinéa 1er, en projet, ou du greffier en chef visé au paragraphe 5, alinéa 3, en projet, qui ne peut devenir titulaire du nouveau canton parce que la fonction est déjà occupée par un autre greffier en chef ?

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, le projet doit régler ce problème de manière expresse.

.../...

3. Il convient de préciser au paragraphe 5, alinéa 1er, en projet, que le ministre attribue un canton au greffier en chef lorsque celui-ci n'a pas formulé son choix dans les six mois qui suivent la publication de la loi en projet au Moniteur belge.

La même remarque vaut également pour l'article 15 du projet.

Article 16

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, les mots "à titre personnel" sont inutiles et doivent être omis.

Article 17

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "modifié par ...".

Dans le texte néerlandais, la virgule après "20 juli 1971" devrait être omis.

Article 19

En vertu de cette disposition, l'entrée en vigueur de la loi en projet est fixée par le Roi, celui-ci étant toutefois tenu d'intervenir au plus tard dans les dix-huit mois après la publication de la loi au Moniteur belge.

.../...

Or, en vertu des articles 13, § 5, alinéa 1er, 14, § 5, alinéa 1er, et 15, en projet, un délai de six mois à compter de la publication de la loi en projet, est imposé soit au juge de paix, soit au greffier en chef, soit au greffier, au greffier adjoint et au personnel de greffe afin que ces personnes manifestent le choix de leur nouvelle affectation.

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que pendant ces six mois ou à l'expiration de ceux-ci, il se peut que la loi ne soit toujours pas entrée en vigueur et que le Ministre de la Justice ne puisse pas procéder au changement d'affectation. Il est, dès lors, préférable de prévoir dans les articles précités que le délai de six mois court à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Observations finales

1. Vu le délai d'un mois qui a été réclamé au Conseil d'Etat, celui-ci n'a pas été en mesure d'examiner si d'autres lois ou des textes réglementaires doivent être adaptés pour tenir compte des nouveaux cantons judiciaires.

A titre d'exemple, la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire cite certaines justices de paix qui font l'objet de règles particulières. Ainsi, l'article 7bis de la loi précitée dispose que :

.../...

"devant les justices de paix de Kraainem, Rhode-Saint-Genèse et Wolvertem, le défendeur domicilié à Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem peut demander que la procédure soit poursuivie en français avant toute défense et toute exception, même d'incompétence.".

Or, il ressort de l'article 1er, section 5, de l'annexe du Code judiciaire en projet, que la commune de Wolvertem n'est plus le siège d'un canton judiciaire. Il s'agira désormais de la commune de Meise.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient d'adapter également la loi du 15 juin 1935, précitée.

2. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet est susceptible d'amélioration.

A ce sujet, quelques propositions de texte ont déjà été faites dans le corps du texte.

En outre, toujours à titre d'exemple et sous réserve des observations de fond qui ont été faites ci-dessus dans le présent avis, quelques propositions de texte supplémentaires sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerking

Het is logischer eerst het Gerechtelijk Wetboek en daarna het bijvoegsel bij dat wetboek te wijzigen.

Onderzoek van het ontwerp

Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I

Voorgesteld wordt het opschrift van dit hoofdstuk als volgt te stellen : "Wijziging van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 2

1. In de inleidende zin moeten de nog geldende wijzigingen van artikel 1 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 4 en 5.

In de Franse tekst schrijve men "... l'annexe au Code judiciaire ...".

In de Nederlandse tekst zou het consequenter zijn overal "bijvoegsel bij" te schrijven.

.../...

2. Er dient te worden nagegaan of de naam van de gemeenten die in het ontwerp worden vermeld, correct is : zo schrijven men bijvoorbeeld in afdeling 3, tweede lid, van de Franse tekst niet "Grey-Doiceau" maar "Grez-Doiceau".

3. Met het oog op de overeenstemming van de Franse en de Nederlandse tekst moeten de woorden "entités communales" worden vervangen door het woord "communes"; voorts stemt het woord "deelgemeente" niet overeen met het woord "commune", men kan zich trouwens afvragen of het niet raadzamer is in het Frans van "ancienne commune" te spreken (zie bijvoorbeeld "deelgemeente Hoboken", "commune de Hoboken", in het derde lid van afdeling 1 - Provincie Antwerpen).

Artikel 3

1. Voorgesteld wordt in de inleidende zin te schrijven :

"Artikel 2 van hetzelfde bijvoegsel ...".

Dezelfde opmerking geldt ook voor de artikelen 4 en 5.

2. In tegenstelling met wat op blz. 20 van de memorie van toelichting wordt beweerd, doelt het huidige artikel 2 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek

.../...

niet op de gevallen waarin kantons door twee vrederechters bediend worden, maar wel op de gevallen waarin één enkele vrederechter verscheidene kantons bedient.

3. Overeenkomstig de memorie van toelichting (blz. 20) schrijve men :

"Voor de kantons vermeld in artikel 1 worden één vrederechter en één hoofdgriffier benoemd."

Artikel 4

In de Franse tekst van 4° schrijve men "Overijse" en niet "Overijze".

Artikel 5

In de Franse versie van onderdeel 13 van artikel 4 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek behoort te worden geschreven : "les cantons de Dixmude et de Furnes-Nieuport forment un arrondissement judiciaire".

Hoofdstuk II

Het opschrift van hoofdstuk II is niet correct gesteld. Er behoort te worden geschreven :

.../...

"Hoofdstuk II : Bepalingen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 6

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamt, wordt de Koning niet gemachtigd om de regels betreffende de territoriale bevoegdheid die in het Gerechtelijk Wetboek vervat zijn, te wijzigen; Hij is wel gerechtigd om regels te geven voor de organisatie en de werkwijze van vredegerichten die verscheidene zetels in eenzelfde kanton hebben.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de woorden "regels van de territoriale bevoegdheid" niet geschikt, aangezien de zaken over de verschillende zetels van de vredegerichten zullen worden verdeeld en aangezien de plaats van de terechtzitting nauwkeurig in de akte van rechtsingang moet worden vermeld (artikel 702, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek).

De wetgever moet bepalen of moet de Koning ertoe machtigen te bepalen wat zal geschieden als de eiser in de akte van rechtsingang een zetel opgeeft die niet overeenstemt met die welke bepaald is in de organisatieregels die de Koning heeft vastgesteld.

.../...

Artikel 7

Er behoort te worden vermeld dat artikel 63, eerste lid, bij de wet van 15 juli 1970 vervangen is.

Artikel 8

1. Er behoort te worden vermeld dat artikel 305, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervangen is bij de wet van 23 mei 1975 en gewijzigd is bij de wet van 11 juli 1994 en de wet van 17 februari 1997.

2. In de memorie van toelichting (blz. 21) staat :

"... De vrederechter dient te verblijven binnen het gerechtelijk kanton, ongeacht de plaats van de zetel."

Het ontwerp bevat evenwel geen enkele wijziging in die zin van artikel 305 van het Gerechtelijk Wetboek, dat onder meer bepaalt dat vrederechters (buiten hun kanton) kunnen verblijven

"... binnen een straal van 10 kilometer, gerekend van de zetel van hun gerecht of in de agglomeratie waar hun kanton gelegen is ...".

De ontworpen tekst moet dus op de memorie van toelichting worden afgestemd.

.../...

Hoofdstuk III

De overgangsbepalingen van het ontwerp behoren te worden opgenomen in de overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en het opschrift van het hoofdstuk en de artikelen behoren dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 9

1. In artikel 9 wordt melding gemaakt van griffiers, terwijl ze niet worden vermeld in artikel 305 van het Gerechtelijk Wetboek, waar alleen sprake is van hoofdgriffiers.

2. De vraag rijst wat het nut is van de woorden "ten persoonlijke titel"; ze zijn overbodig en moeten vervallen.

Het woord "werkelijke" is een toevoeging in vergelijking met artikel 305 van het Gerechtelijk Wetboek.

De uitdrukking "bij afwijking van" is niet gangbaar. Correct is "in afwijking van".

3. Net zoals in de memorie van toelichting zou het niet nutteloos zijn in het ontwerp te vermelden dat artikel 9 alleen van toepassing is op diegenen die in dienst zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet.

.../...

Artikel 10

1. De Raad van State stelt vast dat die bepaling niet van toepassing is op de hoofdgriffier. Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om een onachtzaamheid; de ontworpen bepaling moet op dat punt worden aangevuld.

2. Het verdient de voorkeur in fine te schrijven :
"... die op het ogenblik van haar inwerkingtreding in functie zijn."

Artikel 12

1. In de bespreking van deze bepaling staat het volgende :

"Wanneer bepaalde vrederechten zijn opgeheven, worden de zaken ambtshalve en zonder kosten ingeschreven op een nieuwe algemene rol of register."

Er wordt ook verwezen naar de artikelen 1 en 3 van de overgangsbepalingen bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Daarin staat onder meer het volgende :

"De opgeheven gerechten blijven (...) in werking voor de zaken waarvoor de debatten aan de gang zijn, of die in beraad zijn, tenzij het college niet kan samengesteld blijven, in welk geval er wordt gehandeld voor het nieuwe gerecht"

.../...

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamt, zou het nuttig zijn dat het ontwerp een soortgelijke bepaling bevat.

2. In paragraaf 1 lijkt de verwijzing naar artikel 4 van de wet niet te kloppen.

Dat artikel heeft namelijk betrekking op de politierechtbanken en niet op de vredegerechten.

3. In paragraaf 2 zijn de woorden ", naargelang het geval," overbodig; ze moeten vervallen.

Artikel 13

De overeenstemming tussen de artikelen en de memorie van toelichting behoort te worden herzien. Globaal geldt dat de redactie van het artikel moet worden verbeterd, inzonderheid door overbodige zinnen of zinsdelen te vermijden.

Voorbeelden :

- in paragraaf 1 zijn de woorden "ingevolge de bepalingen van deze wet" overbodig;
- paragraaf 4 is bijzonder zwaar gesteld; dat geldt ook voor paragraaf 5, die aanzienlijk moet worden vereenvoudigd en verbeterd.

.../...

2. De ontworpen paragraaf 2 is niet zeer duidelijk en laat twijfel bestaan over de territoriale bevoegdheid van de twee vrederechters.

Volgens de bespreking van deze bepaling en volgens de gemachtigde ambtenaar blijven die twee magistraten bevoegd voor het gehele grondgebied van het kanton, waarbij de oudstbenoemde overeenkomstig het koninklijk besluit waarop in het ontworpen artikel 61, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt gedoeld, alleen tot taak heeft de werkwijze van het vredegerecht te regelen en de werklast over de andere magistraat en hemzelf te verdelen.

Het ontwerp moet dus worden herzien zodat die bedoeling duidelijker tot uiting komt.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, die betrekking heeft op de politierechters en voor artikel 14, §§ 2 en 3, van het ontwerp, dat betrekking heeft op de hoofdgriffier.

Bovendien worden in de Franse tekst van paragraaf 2 de woorden "au plus ancien" gebruikt, terwijl in paragraaf 4 sprake is van "celui qui possède la plus grande ancienneté de nomination". De terminologie moet eenvormig worden gemaakt zodat geen interpretatieproblemen ontstaan.

3. Voor paragraaf 4 wordt verwezen naar opmerking nr. 1. De woorden "of anders worden ingedeeld" lijken overbodig.

.../...

4. De gemachtigde ambtenaar is het erover eens dat in de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, ook de mogelijkheid moet worden vermeld dat kantons niet alleen autonoom worden, maar het ook blijven.

5. Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamt, moet de ontworpen paragraaf 5, derde lid, worden aangevuld zodat rekening wordt gehouden met de situatie waarbij een vrede-rechter tegenover een andere titularis staat.

Afdeling IV

In het Franse opschrift schrijve men :
"... personnel du greffe".

Artikel 14

1. Over het algemeen zijn deze bepalingen naar het voorbeeld van artikel 13 van het ontwerp gesteld en moeten daarbij dus soortgelijke opmerkingen gemaakt worden.

De memorie van toelichting en de ontworpen tekst moeten op elkaar worden afgestemd.

Het artikel moet beter worden gesteld.

.../...

2. De ontworpen paragraaf 4 bepaalt onder meer het volgende :

"De hoofdgriffiers die zonder ambt vallen, worden eveneens gebonden aan deze zetels volgens aanwijziging van de Minister van Justitie, tenzij zij hun keuze hebben gemaakt voor één van de nieuw opgerichte kantons in het arrondissement naar de orde van hun benoeming.".

Op de vraag welk lot die hoofdgriffiers beschoren is, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat zij ofwel aan de betrokken zetels worden verbonden, ofwel in één van de nieuwe kantons van het arrondissement een ambt van hoofdgriffier kunnen ambiëren.

In het eerste geval zijn zij ondergeschikt aan de oudstbenoemde hoofdgriffier die titularis van een zetel is.

Bovendien schrijve men in de tweede zin van dezelfde paragraaf, in de Franse tekst : "La répartition du service".

Aangaande het tweede geval vraagt de Raad van State zich af hoe het met de ontworpen paragraaf 5, derde lid, kan worden verzoend.

Die bepaling luidt als volgt :

"Wanneer twee of meerdere kantons die tot op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet worden bediend door éénzelfde hoofdgriffier, ingevolge de bepalingen ervan,

.../...

worden gesplitst waarbij deze kantons of gedeelten ervan met andere kantons of gedeelten ervan worden samengesmolten, ongeacht eventuele wijzigingen van hun rechtsgebied, wordt deze hoofdgriffier titularis van het nieuwe kanton indien daarvoor geen titularis beschikbaar is."

De vraag rijst wie bij voorrang een nieuw ambt krijgt : de overtallige hoofdgriffiers, vermeld in de ontworpen paragraaf 4, eerste lid, of de hoofdgriffier vermeld in de ontworpen paragraaf 5, derde lid, die geen nieuw kanton kan krijgen omdat het ambt al door een andere hoofdgriffier wordt bekleed ?

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamt, moet dit probleem uitdrukkelijk in het ontwerp worden geregeld.

3. In de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, moet worden verduidelijkt dat de minister de hoofdgriffier een kanton toekent wanneer deze zijn keuze niet kenbaar heeft gemaakt binnen zes maanden nadat de ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15 van het ontwerp.

.../...

Artikel 16

De gemachtigde ambtenaar is het erover eens dat de woorden "onder persoonlijke titel" overbodig zijn en behoren te vervallen.

Artikel 17

In de inleidende zin schrijve men : "gewijzigd bij ...".

De komma na "20 juli 1971" moet vervallen.

Artikel 19

Krachtens deze bepaling bepaalt de Koning wanneer de ontworpen wet in werking treedt, met dien verstande dat de Koning zulks evenwel uiterlijk achttien maanden na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad dient te doen.

Krachtens het ontworpen artikel 13, § 5, eerste lid, het ontworpen artikel 14, § 5, eerste lid, en het ontworpen artikel 15, moeten de vrederechter, de hoofdgriffier, de griffier, de adjunct-griffier en het personeel van de griffier evenwel binnen zes maanden na de bekendmaking van de ontworpen wet hun nieuwe plaats van tewerkstelling kiezen.

.../...

De Raad van State wijst de steller van het ontwerp erop dat de wet tijdens of na die zes maanden misschien nog altijd niet in werking zal zijn getreden en dat de Minister van Justitie de plaats van tewerkstelling niet kan veranderen. Daarom is het verkieslijk in de voormelde artikelen te bepalen dat de termijn van zes maanden ingaat op de dag van inwerkingtreding van de ontworpen wet.

Slotopmerkingen

1. Aangezien de Raad van State binnen een maand advies moest uitbrengen, heeft hij niet kunnen nagaan of nog andere wetten of verordeningsbepalingen aan de nieuwe gerechtelijke kantons moeten worden aangepast.

In de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken bijvoorbeeld worden een aantal vredegerechten opgesomd die onder specifieke regels vallen. Zo bepaalt artikel 7bis van de voornoemde wet het volgende :

"Voor de vredegerechten te Kraainem, Sint-Genesius-Rode en Wolvertem kan de verweerder met woonplaats te Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel, Wezembeek-Oppem, vragen dat de rechtspleging in de Franse taal wordt voortgezet, vóór alle verweer en alle exceptie, zelfs van onbevoegdheid.".

.../...

Uit artikel 1, afdeling 5, van de ontworpen bijlage bij het Gerechtelijk Wetboek blijkt echter dat de gemeente Wolvertem niet langer de zetel van een gerechtelijk arrondissement is. Voortaan gaat het om de gemeente Meise.

Voor de rechtszekerheid moet ook de voornoemde wet van 15 juni 1935 worden aangepast.

2. De Nederlandse tekst van menige bepaling van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. In het corpus van het onderhavige advies zijn in dit verband al enige tekstvoorstellen gedaan. Ten overvloede worden, nog steeds bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van hiervoren in het advies gemaakte inhoudelijke opmerkingen, nog de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 2

In Afdeling 6 (die Afdeling VI wordt), Provincie Oost-Vlaanderen, derde lid, behoort de term "langsheen", die niet correct is, vervangen te worden door de term "langs".

Artikel 4

In plaats van "Het punt 2 wordt vervangen ...", "Het punt 3 wordt vervangen ..." enz. zou het correcter zijn en in overeenstemming met de gevestigde gewoonte in de wetgevingstechniek, te schrijven : "Onderdeel 2 wordt vervangen ...", "Onderdeel 3 wordt vervangen ...", enz.

.../...

Artikel 8

In het tweede lid schrijve men : "Het aldus gewijzigde voormelde lid ...".

Artikel 13

In paragraaf 5, eerste lid, schrijve men : "twee of meer" in plaats van "twee of meerdere". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. In hetzelfde lid schrijve men : "binnen zes maanden" in plaats van "binnen zes maand". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 15

Men schrijve : "... waarin ten gevolge van ... wijzigingen worden aangebracht ..." in plaats van "waaraan ten gevolge van ...". Het woord "noodwendigheden" zou vervangen moeten worden door het woord "behoeften" en het woord "het" vóór het woord "Minister" zou vervangen moeten worden door het woord "de".

Artikel 16

Men schrijve : "... in de grenzen ... worden aangebracht ... in hun vroegere ambtsgebied ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS